



COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL DU 21 AVRIL 2023

(FIN DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION CSA I DU 14 AVRIL 2023)

On s'en doutait un peu dès le départ, l'ordre du jour pléthorique et les sujets abordés n'allaient pas permettre de finir le CSA du 14. La suite ici.

I budget: la gestion de la pénurie

Autant vous le dire tout de suite, les fins de mois vont être difficiles, surtout les 30 derniers jours... Entre taux de réserve de 25% (gel des budgets pour coup dur, politique nationale) et baisse des enveloppes (baisse de 2,5 millions en 2022 à 1,3 millions en 2023 des AE), c'est pas le Pérou compte tenu aussi de l'inflation énergétique. La politique, c'est donc traquer la dépense inutile et réduire tous les coûts possibles: éditique, formation pro, aménagements de confort, euh... comment dire, la procrastination a de beaux jours devant elle.

Il va falloir faire cette année comme on peut, mais notre avis c'est que la situation va perdurer un bon moment, faut bien écluser le "pognon de dingues" balancé à tire-larigot vers les entreprises, sans obligation ni compensation. Et faudra bien encaisser la hausse des prix de l'électricité, vous savez, ce truc imposé par le pacte énergétique européen qui oblige EDF à augmenter ses tarifs et en parallèle à vendre à perte à ses concurrents...

Alors, on peut argumenter, que 2022 était une année particulière avec beaucoup de marchés nouveaux (EDF, maintenance), la réalité c'est que les poches sont vides. Qu'est ce que ça doit être dans les services qui ne revêtent pas aux yeux de la directrice générale une importance capitale...

En attendant, compte tenu des réductions d'enveloppe et des contraintes de dépense, l'avis du contrôleur budgétaire régional est favorable, mais assorti d'une réserve. En langage administratif, ça sent pas bon. On verra au moment des clauses de revoyure avec la DG et des ajustements de l'été, mais va falloir bricoler.

II audit sécurité STRATOS

Le contexte tendu actuel, tant sur le plan extérieur que sur la menace terroriste, ont amené la direction à réfléchir à une sécurisation accrue du site et à mandater un audit par une entreprise spécialisée du secteur. L'audit aura porté sur l'existant puis proposé des améliorations et des pistes d'action. Sans rentrer dans les détails, on peut juste vous dire que les pistes évoquées tournent autour d'un filtrage de circulation entre le parking et les bâtiments, de procédures d'accueil renforcées, d'une analyse et d'une traçabilité accrue des procédures de crise, d'un renforcement de la formation des personnels de surveillance et d'aménagements immobilier permettant leur sécurisation aux balles notamment.

Dans tous les cas, la DNSCE devra respecter la norme de sécurité des bâtiments IGI300. Les arbitrages seront rendus par la direction, mais compte tenu de ce qui précède, l'aspect budgétaire risque d'être primordial.

III Pour finir

Que vous dire de plus? on a évoqué une remise à jour de l'agenda social (duerp pap, règlement intérieur du CSA, bilan télétravail, élections comités médicaux) où l'on voit surtout que la réforme de la gouvernance oblige à des séances trop denses en en baissant le nombre. Vous me direz, la stratégie est bien établie depuis longtemps, pas qu'à la DNSCE, qui consiste à donner des documents tardivement et densifier les ordres du jour, ça muselle les oppositions et les remarques.

La CGT a également demandé que soit remis un peu de mobilier au coin fumeur, version une table d'extérieur et 4 chaises, parce que même si rien n'oblige la direction à fournir un coin fumeur, vu la terrasse extérieure c'est pas ce que ça coûte et même en période de vaches dénutries ça doit pouvoir se financer.

vos représentants CGT, Christophe Pagès et Nathalie Poulcallec, se tiennent à votre disposition pour toute demande supplémentaire. En attendant, portez-vous bien, prenez soin de vous et des vôtres.